



Le dimanche 12 juillet 2015

Manifestation des résidents contre le siège imposé au camp *Liberty*

Le 8 juillet 2015 - Une manifestation statique s'est organisée par les résidents du camp Liberty contre le siège imposé par le gouvernement irakien au camp et durci depuis quelques semaines de manière à priver les habitants de leurs besoins primaires pendant les journées chaudes de l'été.

Les manifestants ont considéré les Etats-Unis ainsi que l'ONU responsables des exactions commises par le gouvernement irakien vue l'entente signée par ce dernier avec l'ONU et les Etats-Unis sur le bien-être des résidents du camp.

Les manifestants ont protesté contre l'emprisonnement dont ils se trouvent victimes et ont réitéré la demande de connecter le camp au réseau national de l'électricité. Selon les accords avec le gouvernement, les résidents se sont engagés à payer les frais de ce projet retardé depuis longtemps mais le gouvernement continue à créer des obstacles au projet.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Irak (MANUI) est informé de manière journalière sur la situation du camp mais aucune action n'est prise.



Parlementaire irakien appelle à comportement plus humain au camp *Liberty*

Le 6 juillet 2015- Sabhan Saadoun, membre du parlement irakien appartenant à la coalition nationale kurde a affirmé que les besoins humains des résidents du camp Liberty, qu'il considère des réfugiés en Irak, doivent être adressés surtout en matière de besoin à l'électricité et aux soins médicaux.

Selon le député, les différences politiques ne sont pas un prétexte pour empêcher le soutien humanitaire nécessaire aux habitants du camp comme ils sont considérés des réfugiés par l'ONU, donc la loi internationale exige qu'ils ne subissent aucune pression et que leurs droits humains soient respectés.



Juristes arabes en défense de *Liberty* appellent l'ONU à agir contre le siège

Le 6 juillet 2015- Dans une déclaration écrite signée par son président Sofyan Faouzi al-Khassawneh, le Comité des juristes arabes en défense des résidents du camp Liberty a condamné les récentes mesures supplémentaires prises par le gouvernement irakien pour empêcher l'entrée des besoins primaires au camp.

« Les éléments bloqués à l'entrée du camp font partie des besoins primaires des habitants et ces derniers et leurs avocats se sont adressés à maintes reprises aux autorités locales pour les récupérer, mais le comité de répression d'Achraf supervisé par le conseiller à la sécurité nationale irakienne Faleh Fayaz continue à bloquer tout accès aux matériels, » déplorent les juristes.



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



« Les observateurs de la MANUI sont informé des ces violations tous les jours, mais aucune mesure pour résoudre le problème n'a été prise, » poursuit la déclaration.
Les juristes ont appelé le gouvernement irakien ainsi que l'ONU et les Etats-Unis à agir d'urgence pour arrêter le siège et mettre fin à la souffrance des habitants.